

Le jeu des quatre familles

PARTIS Ils sont séparés entre Nord et Sud, mais les ponts ne sont pas (encore) rompus

- Paul Magnette et Bruno Tobback se lancent en duo dans une série de conférences-débats.
- Rouges, bleus, oranges et verts : où en sont les « familles » politiques à moins de six mois des élections ?
- Nos analyses, avec le concours de Pascal Delwit, politologue à l'ULB.

Les partis unitaires en Belgique ont certes rendu l'âme il y a une quarantaine d'années (lire ci-contre), ce qui annonçait les réformes de l'Etat successives ; les familles politiques ne sont pas mortes pour autant... La preuve : l'initiative commune PS-SPA, une « tournée » des présidents, Paul Magnette et Bruno Tobback, qui s'exprimeront ensemble ce midi à l'ULB, ce soir au

café « Monk », rue Sainte-Catherine à Bruxelles, lors de conférences-débats sous le titre : « Pourquoi être socialiste et de gauche aujourd'hui », où ils feront part, n'en doutons pas, de leurs convergences de vue à moins de six mois des élections législatives, régionales et européennes.

Une démarche de précampagne qui n'est pas incongrue : socialistes du Nord et du Sud n'ont jamais to-

talement coupé les ponts, ce qui est vrai aussi pour les familles libérale, centriste-chrétienne-démocrate et (la plus unitaire du lot) écologiste. Du reste, les « familles » ne comptent pas pour du beurre : au soir des élections, c'est en additionnant les résultats obtenus par ses composantes de chaque côté de la frontière linguistique que l'on identifie celle qui dominera lors des négociations pour la formation du

gouvernement fédéral et la désignation du Premier ministre. Ce qui pousse à cultiver une solidarité au moins objective. En attendant la rupture ? Le confédéralisme ? 2014 ?

Topo à ce stade, et commentaires, avec l'aide de Pascal Delwit, politologue à l'ULB. ■

DAVID COPPI
VERONIQUE LAMQUIN



PS et SP.A plus proches aujourd'hui

Ce qu'ils pèsent

Le PS obtenait 37,6 % des voix aux législatives de juin 2010 en Wallonie, et 27,3 % à Bruxelles, alors que le SP.A recueillait 14,9 % des voix au nord, ce qui faisait des socialistes la première famille politique du pays, permettant à Elio Di Rupo de s'installer au Seize en décembre 2011. Ipsos attribuera 29,3 % des intentions de vote au PS en novembre dernier en Wallonie, 24,1 % à Bruxelles, et 13,1 % au SP.A en Flandre.

Ce qu'ils font ensemble

Les passerelles ne manquent pas (plus) : réunions de l'Action commune partis-syndicats-mutuelles, mixité des cabinets ministériels, concertations intenses lors des négociations budgétaires et socio-économiques, ainsi que sur l'institutionnel... Ajoutez le changement de ton et de stratégie au SP.A (Johan Vande Lanotte a pris la parole au congrès PS de Charleroi en octobre dernier) qui, après la tentation blairiste, et celle d'un socialisme flamand plus « moderne », tend à se rapprocher des organisations sociales et de la « base » au Nord, renouant avec un discours de gauche plus traditionnel et raccord avec le PS.

Ce qui les sépare

Historiquement : dissensions communautaires dans les années septante, quatre-vingt ; différences idéologiques dans la foulée, avec un SP.A tenté par le blairisme alors que le PS reste hostile au libéral-socialisme ; volonté du SP.A de se démarquer du PS après 2005 et la vague des « affaires »... SP.A et PS renoueront manifestement ces dernières années. Restent des différences programmatiques, parfois même au plan social, par exemple sur le marché du travail (le SP.A est plus ouvert à la flexibilité), mais elles sont compensées par un consensus fort sur la préservation de la Sécu.

D.CI



La famille verte, de loin la plus unie

Ecolo a récolté, au dernier scrutin fédéral, 12,3 % des voix en Wallonie, 12 % à Bruxelles, alors que Groen a obtenu un score de 7 %. Notre dernier sondage crédite les verts de 11,2 % en Wallonie, 11,3 % à Bruxelles, 8,9 % en Flandre.

Ce qu'ils pèsent

Ecolo a récolté, au dernier scrutin fédéral, 12,3 % des voix en Wallonie, 12 % à Bruxelles, alors que Groen a obtenu un score de 7 %. Notre dernier sondage crédite les verts de 11,2 % en Wallonie, 11,3 % à Bruxelles, 8,9 % en Flandre.

Ce qu'ils font ensemble

« Symboliquement, ils forment un seul groupe au Parlement fédéral, relève le politologue Pascal Delwit. Ils ont aussi confié la troisième place de leur liste fédérale à Bruxelles à une élue Groen. » « On fait plus que ça, détaille Olivier Deleuze, coprésident d'Ecolo. A la Chambre, les collaborateurs travaillent pour Ecolo et Groen, ils se réunissent tous les jeudis. » Emily Hoyos, Olivier Deleuze, Wouter Van Besien se voient un jeudi par mois, avec leurs chefs de groupe, pour faire le tour des questions politiques. Si la campagne renforce les liens ? « On va faire des choses ensemble. Comme on le fait toujours. Pour l'instant, nous sommes en train de préparer notre programme, nous tenons Groen informé, et vice versa. » Pascal Delwit relève toutefois que « ni Groen ni Ecolo n'envisagent de participer à un gouvernement sans l'autre. Or Groen ne pèse pas. Ce qui pose le problème, pour Ecolo, de sa participation au pouvoir fédéral. »

Ce qui les sépare

« Sur le plan idéologique, nous divergeons très peu : sur 5 %, seulement, des thématiques, assure Olivier Deleuze. Ces 5 % concernent l'institutionnel. Nous sommes, comme Groen, partisans d'une Belgique faite de Régions et de Communautés. Mais, si jamais cela devait mal tourner, dans ce pays, nous estimons qu'il y a une communauté de destin entre la Wallonie et Bruxelles, ce n'est pas l'avis de Groen. Mais on parle, là, d'une situation hypothétique. »

V.L.A.

Une stratégie libérale commune

Les libéraux du Nord et du Sud se sont séparés en 1972... Depuis, ils entretiennent des liens souvent dictés par la défense d'intérêts convergents dans les politiques fédérales.

Ce qu'ils pèsent

Les libéraux francophones ont récolté, en 2010, 22,2 % des voix en Wallonie, et 26,6 % à Bruxelles (le FDF faisait encore partie du MR) ; l'Open VLD a quant à lui réalisé un score de 13,9 %. Dans notre dernier sondage (novembre 2013), le MR est crédité de 21,7 % en Wallonie, 18,7 % à Bruxelles, alors que l'Open VLD est pointé à 14,4 %.

Ce qu'ils font ensemble

« Ils ont toujours eu des relations, relève Pascal Delwit. Particulièrement en 1999, avec l'axe Louis Michel/Guy Verhofstadt, qui avaient d'ailleurs, quelques années plus tard, signé une déclaration commune. » Le politologue épingle aussi quelques passages difficiles, « notamment lorsqu'Alexander De Croo a fait chuter le gouvernement Leterme, en 2010, sur BHV, ce qui a coûté cher à la famille libérale, qui n'était pas au mieux de sa forme ». Avenue de la Toison d'Or, on évoque « des liens permanents et récurrents », une stratégie commune « pour faire aboutir des réformes au fédéral ». Les contacts se prennent entre ténors (des membres du VLD sont régulièrement invités aux congrès réformateurs), mais aussi entre collaborateurs. « Le départ du FDF facilite les relations, relève Pascal Delwit. Il y a un axe libéral clair. Mais cela reste au niveau des choses convenues. » Pour l'heure, au MR, on compte en rester à cette collaboration « naturelle », sans se lancer dans des « opérations de communication ».

Ce qui les sépare

Assez logiquement, c'est, chez les libéraux aussi, le communautaire qui fâche. « De temps et temps, concède-t-on au Mouvement réformateur. Ceci dit, nos priorités absolues étant d'ordre socioéconomique, il y a beaucoup plus de points qui nous rapprochent que de points qui nous divisent. »

V.L.A.



CDH et CD&V gardent le contact

Ce qu'ils pèsent

Le CDH avait décroché 14,6 % des voix aux élections de juin 2010 en Wallonie, et 12,1 % à Bruxelles, et recueille, selon l'enquête Ipsos de novembre dernier, respectivement, 14 % et 9,7 % d'intentions de vote. Le CD&V obtenait 17,6 % des voix en 2010, et capte 17,4 % des intentions de vote aujourd'hui.

Ce qu'ils font ensemble

CDH et CD&V se sont retrouvés au moins partiellement depuis 2010-2011 et l'arrivée à la présidence de Benoît Lutgen et Wouter Beke. Les négociations sur la sixième réforme de l'Etat et le gouvernement Papillon ont permis de rapprocher quelque peu chrétiens-démocrates flamands et centristes-humanistes francophones. Pas de liens « structurels » entre les deux composantes de la famille jadis la plus unitaire du pays, mais bien des contacts entre centres d'études, présidents, en particulier entre Benoît Lutgen et Kris Peeters, ministre-président flamand, avec lequel le centriste avait ouvert le dialogue lorsqu'il était au gouvernement wallon. Les « Jeunes » CDH et CD&V ont signé un manifeste commun pour 2014.

Ce qui les sépare

Les années Leterme et du cartel CD&V-N-VA avaient achevé de briser les liens entre les composantes de l'ex-grande famille chrétienne. Avant cela, les accords Saint-Polycarpe et Saint-Boniface en 2001-2002 avaient vu Joëlle Milquet appuyer la réforme initiée par le gouvernement arc-en-ciel (refinancement de l'enseignement et de la Communauté française) alors que le CD&V y était hostile. Aujourd'hui encore, le confédéralisme du CD&V et le fédéralisme d'union du CDH ne clopent pas vraiment. Sur le plan socioéconomique, le CD&V se positionne plus à droite que le CDH, deux formations que le monde des organisations sociales (syndicales, mutuellistes) réunit modérément.

D.CI

HISTOIRE



© D.R.

Les partis unitaires, de l'histoire ancienne

Les « familles » politiques, de l'histoire ancienne ? Affirmatif. Il faut remonter au siècle dernier. La famille chrétienne sera la première à se scinder, en 1969. L'alliance PSC-CVP ne résistera pas à l'« affaire » de Louvain, comme le rappelaient Régis Dandoy et Nicolas De Decker en 2009, pour le Cevipol (le centre d'études de la vie politique, à l'ULB), dans un article consacré au sort des partis unitaires en Belgique. Sous la pression flamande, du fameux « Walen buiten », et de franges du CVP en particulier, les sections francophones de l'Université de Louvain se transfèrent sur un nouveau site, Louvain-la-Neuve, en Wallonie, ce qui provoqua la chute du gouvernement Vanden Boeynants en février 1969. Voilà qui annonçait les congrès fondateurs du CVP et du PSC, en avril et mai 1969.

Les libéraux connaîtront le même sort trois ans plus tard : bleus francophones et flamands tiennent des congrès séparés en mai 1972, officialisant un divorce intervenu en 1970 déjà, à l'issue du vote, le 9 juin, par les libéraux flamands, de la limitation de la Région bruxelloise aux dix-neuf communes, cela dans le cadre des discussions sur la réforme de l'Etat unitaire. Un « carcan » inacceptable à l'époque pour les libéraux bruxellois francophones. Ce sera le détonateur pour les bleus.

Enfin, les socialistes : BSP et PSB convoquent leurs congrès constitutifs en octobre et novembre 1978. L'unité socialiste n'aura pas résisté à l'échec du Pacte d'Egmont sur la réforme de l'Etat : les francophones, fédéralistes-régionalistes, reprochent aux Flamands leur inclination communautaire, et leur parti pris flamand avant tout. Rupture là encore. Les partis unitaires ont vécu.

D.CI